

le prolétaire

bimensuel **partii communiste international (programme communiste)**

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 20 F (200 FB)
6 mois : 10 F (100 FB)
pli fermé : 34 F et 18 F
« programme communiste »
1 an : 24 F (200 FB)

13^e ANNEE - N° 203
LE NUMERO : 1 FF
10 FB - 1 FS - 3 Esc.
du 20 sept. au 3 oct. 75

La triste époque des armées « progressistes »

Si « l'heure de l'armée » sonne aujourd'hui dans des pays où le passage des modes de production pré-bourgeois au mode de production capitaliste s'esquisse à peine (mais où il ne pourra pas ne pas être violemment accéléré par la pression mondiale de l'impérialisme), ou bien dans des pays entrés depuis longtemps dans le giron de l'économie et de la société bourgeoises mais qui traînent derrière eux le boulet de tout un passé d'arriération économique, de compromis avec la grande propriété absentéiste et d'inertie sociale et politique, ce n'est pas l'effet d'un hasard.

L'accumulation primitive, c'est Marx qui nous l'enseigne, est inséparable de la violence. Dans la mesure même où il n'existe pas dans ces pays de bourgeoisie dotée de solides traditions de continuité et d'initiative (ou bien elle est trop faible), l'armée y est l'unique dépositaire de la force (la révolution anglaise elle-même n'a-t-elle pas dû se créer à l'époque une armée « de type nouveau » pour briser le joug du passé féodal?). Tout comme la nature (et bien qu'il ne soit en rien « naturel »), le capital a horreur du vide : et c'est précisément un vide, masqué par la seule routine en période « normale » mais d'autant plus évident en période de crise, que tend à combler en tant que force économique et politique le « bras séculier » des forces armées. Dans une vaste aire de la planète, du Portugal au Pérou (pour ne citer que des exemples très récents), il n'y a pas, en dépit de la diversité des structures économiques et sociales et des degrés de développement, de mutation politique reflétant des secousses économiques souterraines qui n'ait l'armée pour protagoniste — l'armée, c'est-à-dire une structure d'Etat hiérarchisée, l'armée élevée et nourrie par la société dont elle prétend secouer la léthargie et les classes dont elle se vante de modifier le poids relatif, l'armée des généraux, des amiraux et des colonels de l'ancien régime.

Ce n'est pas non plus un hasard si partout cette armée entre en scène, sous des atours « socialistes », bien entendu « nationaux » et « spécifiques ». Bien qu'il se manifeste ici sur un plan inférieur, c'est un type de phénomène que nous connaissons déjà : la centralisation impitoyable et le contrôle brutal de toute poussée centrifuge qui sont inséparables de l'impérialisme — et de son produit chimiquement le plus pur, le fascisme — s'accompagnent eux aussi du réformisme à caractère social, leur caractère de classe antiprolétaire se fait « socialisant » et se donne l'apparence d'être extérieur à une clas-

se particulière, voire de dépasser les classes dans l'unité de la nation. Ce n'est qu'ainsi que la force organisée peut mobiliser les masses prolétariennes et paysannes tout en les disciplinant, en canalisant leur révolte réelle ou potentielle dans le cadre d'un « ordre nouveau » où la fonction de propulsion que joue l'Etat dans l'économie peut être présentée comme une « marche au socialisme », un ordre dont l'avènement est annoncé par les fanfares des régiments qui viennent de réprimer des mouvements coloniaux ou des mouvements de classe, un ordre partout acclamé par l'opportunisme social-démocrate et stalinien.

Ce sont ces causes objectives qui expliquent le double visage de l'« ère des armées », c'est-à-dire d'une part la réalité de l'ordre imposé, condition de progrès dans le sens de l'implantation du mode de production capitaliste, ou de son achèvement, et d'autre part les dehors populaires, voire plébéiens, de son instrument l'armée. Ce sont ces mêmes causes objectives qui expliquent le fait, paradoxal aux yeux des observateurs bourgeois, que chaque nouveau « coup » militaire contre un régime militaire déjà établi — voir l'exemple récent du Pérou — se présente à son tour comme « social-national », reprenne les slogans anti-impérialistes de son prédécesseur et, bien qu'il soit « de droite », accuse le régime qui l'a précédé de n'être pas allé assez « à gauche » ou de n'avoir pas tenu les promesses de ses débuts. Aussi bruyants qu'inefficaces lorsqu'il s'agit d'impulser un développement économique et social radical (il suffit de penser au triste sort de leurs « réformes agraires »), aussi rhétoriques que grotesques lorsqu'il s'agit d'élaborer des programmes et des idéologies du mouvement (les promoteurs du nouveau coup d'Etat péruvien seraient en train de « réviser le marxisme » — ce que le M.F.A. fait quotidiennement au Portugal...), ces armées de la « révolution à la pointe des baïonnettes » ne montrent une

rare efficacité que lorsqu'il s'agit d'absorber et de neutraliser les poussées populaires et prolétariennes et, quand cela ne suffit plus, de les réprimer.

L'« heure de l'armée » n'est, dans les conditions propres à

DANS CE NUMERO

- Lutte révolutionnaire, parti et militantisme communistes (2)
- Portugal : le test de la question coloniale
- « Révolution Internationale » et ses amis : l'insondable profondeur du « marxisme occidental »
- Lutte décidée pour la défense des chômeurs !
- La cohérence d'Edmond Malre

l'impérialisme à l'échelle mondiale, que l'heure du capital dans sa forme pourrissante. Seul le daltonisme caractéristique de certaines soi-disant « extrêmes-gauches » peut s'imaginer y voir l'heure du socialisme, ou même

(suite page 4)

Pour une « relance » de la lutte de classe !

Voici qu'après la dépression qui a secoué le monde, l'on croit entrevoir les signes d'une reprise qui, soyons-en sûrs, conduira à une nouvelle crise, mais qui pour l'immédiat, incite les Etats à prendre toutes sortes de mesures de relance, d'injections de crédits, accompagnées du baume de quelques mesures sociales chichement concédées.

Pour les prolétaires, on ne laisse aucun espoir de diminution sensible du chômage, car il faut « restructurer » et que, comme l'explique sans fard Le Figaro du 15-8-75, les chefs d'entreprise préfèrent dans une première étape, « allonger la durée du travail plutôt que de réembaucher du personnel » ; pour les salaires, il ne faut pas qu'ils augmentent trop, car il faut maintenir la « compétitivité » ; la santé économique est à ce prix !

En administrant leurs médecines, nos bons docteurs se soucient bien sûr avant tout de la santé du capital, non de la « qualité de vie » de ceux qui ont le bonheur de trimer pour lui. Mais il ne leur est pas indifférent que ces derniers ne voient pas d'autre moyen de s'en tirer que de sauver l'économie capitaliste.

C'est en quoi la bourgeoisie est puissamment aidée par l'opportunisme, dont le leitmotiv est « on peut sortir le pays de la crise », c'est-à-dire : on peut aplanir les contradictions du capital sans toucher à ses mécanismes fondamentaux, et dans les limites nationales. On ne s'étonnera donc pas que la première réaction du PC aux rumeurs sur le plan aient été de... crier au plagiat : ses mesures « sociales » étaient si radicales que Giscard les lui a volées ! Mais surtout il reproche au plan de trop favoriser les investissements, au détriment d'une « franche relance de la consommation populaire », grand cheval de bataille du Programme Commun, vanté aussi par Mitterrand et par la CFDT, comme un moteur capable de relancer et de maintenir en mouvement l'énorme machine capitaliste. Si l'opportunisme tient tellement à sa solution, c'est qu'elle lui permet de maintenir le beau conte d'une harmonie préalable entre revendications ouvrières et santé du capitalisme (« augmenter les salaires, c'est faire marcher l'économie »), et de laisser croire qu'on peut « changer de cap » sans toucher au salariat, au profit, au marché ni aux Etats qui les servent.

Négociez sur nos revendications, modestes (le retour aux 40 heures!), et vous sauvez, avec la paix sociale, l'économie capitaliste : tel est le cri de ceux qui, comme Ségué, tonnent contre les « démolisseurs de l'économie nationale », et se proposent de construire une « nouvelle » croissance sur... les mêmes bases capitalistes.

Pour défendre ses conditions de vie et préparer ses luttes futures, la classe ouvrière n'a rien à attendre de ces plans et contre-plans qui lient son sort à celui du capital. Elle ne peut se fier qu'à une seule « relance », que l'opportunisme fera tout pour freiner : celle de la lutte de classe !

Portugal

Le test de la question coloniale

Un des principes fondamentaux du communisme révolutionnaire est celui de l'unité et de la solidarité des prolétaires de tous les pays par-dessus les frontières nationales. Dans les nations qui, d'une façon quelconque, oppriment d'autres peuples et nations, ce principe doit nécessairement se traduire par la lutte des communistes contre l'oppression exercée par « sa » bourgeoisie, en postulant, dans un combat ouvert et sans réserves contre « son » Etat oppresseur, le droit à l'autodétermination, la liberté de séparation politique pour les colonies qu'il opprime. Sans cela il n'est pas d'internationalisme prolétarien.

La défense de ce principe ne découle nullement d'impératifs éthiques ou moraux, mais du fait que la moindre hésitation sur ce point rend le prolétariat objectivement complice de l'oppression de « son » Etat, ce qui, comme l'expliquait Lénine, provoque inévitablement la défiance du prolétariat de l'autre nation, affaiblit la solidarité internationale de classe des ouvriers, les désunit pour la plus grande joie de la bourgeoisie.

L'expérience historique confirme que si cette solidarité avec « sa » bourgeoisie nationale dans l'oppression coloniale brise d'un côté le front international de classe du prolétariat ou est un obstacle à sa formation, elle ne peut de l'autre côté que conduire au renforcement de l'Etat oppresseur contre le prolétariat métropolitain lui-même, et fournit la base la plus solide à la domination de « sa » bourgeoisie, dans la mesure où, par une telle complicité, le prolétariat s'interdit la voie de la lutte frontale, sans réserves, contre « son » Etat, unique voie menant à son émancipation.

Consciente de cela, la bourgeoisie des métropoles impérialistes et coloniales a toujours cherché d'obtenir une telle complicité, en corrompant dans ce but une couche plus ou moins large de la classe ouvrière métropolitaine avec les miettes du pillage colonial — phénomène connu sous le nom d'« aristocratie ouvrière », solide pilier de la domination bourgeoise au sein même du mouvement ouvrier —, en même temps qu'elle favorise, à travers les mille moyens de la presse, de l'église, de la littérature, etc., tout préjugé suscitant et attisant l'antagonisme entre les prolétaires de la métropole et ceux des colonies, ce à quoi correspond le racisme, le sentiment de supériorité du métropolitain par rapport à l'indigène de la colonie, soigneusement cultivés par la classe dominante. C'est pourquoi la lutte contre l'oppression coloniale de « son » Etat est, pour le prolétariat, comme l'affirmait Marx, « la première condition de sa propre libération sociale » (Lettre à Meyer et Vogt, 9-4-1870).

Ce tableau typique des grandes métropoles impérialistes (l'Angleterre des fins du siècle dernier en a donné le modèle classique) se retrouve — à une échelle et avec des tonalités différentes, il est vrai — au Portugal, plutôt métropole colonialiste dans le style de la vieille phase mercantile du capitalisme que métropole impérialiste de type de celles caractéristiques de la « phase ultime du capitalisme ». Au Portugal aussi peut-on constater le même phénomène de corruption d'une large couche de la population laborieuse — surtout de la petite bourgeoisie urbaine et rurale, plutôt que du prolétariat, classe trop exiguë ici, au contraire de ce qui arrive dans les grandes métropoles impérialistes. Et à cette corruption, déjà présente à l'époque du salazarisme, est venu s'ajouter après la « révolution des œillets » un autre facteur d'un poids énorme, agissant comme une terrible force paralysante sur le mouvement ouvrier : la fable selon

(Suite page 2)

PUBLICAÇÕES EM PORTUGUÊS

- Teses características do partido : bases de adesão (3 F).
- Lições das contra-revoluções (3 F).
- Os fundamentos do comunismo revolucionário (5 F).
- Estas publicações estão à venda nas principais livrarias de Lisboa, Porto e Coimbra.
- Pedidos a « Le Prolétaire ».

OS LEITORES E SIMPATIZANTES DE LINGUA PORTUGUESA PODEM ESCREVER-NOS EM PORTUGUÊS PARA :

« Le Prolétaire », 20, rue Jean-Bouton, 75012 PARIS

«Révolution Internationale» et ses amis

L'insondable profondeur du «marxisme occidental»

La victoire théorique du marxisme sur le bakounisme a eu son revers de médaille. Le regain d'influence de cette école au début du siècle ne prit pas seulement la forme de l'anarchisme à la bombe et de l'anarcho-syndicalisme. Il donna également une variété qui, née notamment en Allemagne en réaction à l'infamie social-démocrate, guerrière et ouvertement contre-révolutionnaire, remplaça la panacée du syndicat, chère aux syndicalistes par celle du conseil, et prétendit couvrir d'un voile marxiste le vieux fond idéaliste, stirnien et prémarxiste.

Les chevaliers errants du «communisme occidental», les Gorter et Pannekoek et leurs amis s'illustrèrent dans la dénonciation de la «trahison léniniste», par l'accusation faite à l'Internationale d'avoir empêché, sous le poids écrasant de la barbarie et de l'arriération russes, la magnifique révolution occidentale et civilisée.

Parmi les disciples modernes de cette école méprisante, il faut compter *Révolution Internationale* (RI), qui vient, avec des cousins en perpétuelle dispute de plusieurs pays de lancer une revue intitulée *Revue Internationale*, organe du «courant communiste international».

Qu'est-ce qui nous distingue des anarchistes sur le plan des principes ? Répondons avec Lénine, à la suite de Marx : «*l'institution de la dictature du prolétariat et l'emploi de la contrainte d'Etat dans la période de transition*». Nos «communistes occidentaux» ne sont pas aussi ingénus, si l'on peut dire, que Bakounine ; ils veulent bien concéder le terme de «dictature du prolétariat», mais c'est pour s'empresser d'ajouter :

«*La société transitoire est encore une société divisée en classes et comme telle, elle fait surgir [d'où, mystère !] nécessairement en son sein cette institution propre à toutes les sociétés de classe : l'Etat ; [mais] il ne faut pas perdre de vue*

sa nature anti-communiste et donc antiprolétarienne et essentiellement conservatrice. L'Etat reste le gardien du statu quo [...]» (R.I. dans *Revue internationale* n° 1).

Que l'on songe un peu à la tâche titanesque du prolétariat révolutionnaire : faire servir les intérêts de la révolution communiste par un organe «anticommuniste par nature» ! Après avoir rendu le problème aussi inextricable, RI se garde bien de nous indiquer une solution réelle et trouve refuge derrière des phrases gandiloquentes du genre : «*tout en se servant de l'Etat, le prolétariat exprime sa dictature non pas par l'Etat, mais sur l'Etat*» !

Arrêtons nous un instant pour nous remettre du coup porté par cette étourdissante proposition : le prolétariat exerce sa dictature, mais surtout pas «par l'Etat». Mais qu'est-ce que la dictature sinon le pouvoir exclusif d'une classe, et qu'est-ce que ce pouvoir sinon un pouvoir d'Etat ? La seule explication qui nous semble donner une cohérence à de telles imbécillités théoriques est la suivante : le prolétariat commencerait avec l'insurrection à démanteler l'appareil d'Etat, «antiprolétarien par nature» c'est-à-dire bourgeois qui ne disparaîtrait qu'avec le communisme ! Cette formule diffère de celle de Bakounine en ce que le communisme n'est pas le résultat d'une seule nuit de travail mais celui d'une période de transition ; mais elle est inspirée par la même phobie de l'Etat que chez le prophète de l'anti-autoritarisme.

On conçoit par conséquent que dans cette vision véritablement originale et pénétrante de la révolution, «*l'exaltation de la terreur dite «rouge» fut une profonde erreur des bolchéviks !*» (RI n° 15). Figurez-vous ces derniers, tout juste sortis des brumes de la taïga ; naturellement éblouis par les révolutions bourgeoises forcées «arriérées» et par les «conceptions jacobines et substitutionnistes», ils

ont arraché la violence des mains du prolétariat organisé en soviets pour la remettre à l'Etat ! Comme si on pouvait opposer les soviets et l'Etat, comme si les soviets n'étaient pas des organes d'Etat ! Pauvre Lénine qui s'imaginait suivre consciencieusement la leçon d'Engels selon lequel «l'Etat est une trique», c'est-à-dire la violence centralisée !

Qui plus est, les bolchéviks ont, sacrilège des sacrilèges, créé des corps spécialisés, des «équipes de spécialistes de la terreur (les tchékas) qui devaient vite se retourner contre la classe avec le recul puis la défaite de la révolution» (toujours RI n° 15). Selon une telle conception purement moraliste, vous ne devriez jamais, dans la guerre, vous servir d'un fusil, car si l'ennemi venait à vous le prendre il serait capable de s'en servir pour vous tirer dessus ! Mais surtout se cache derrière le refus de «spécialistes de la terreur», celui des corps de spécialistes en général ; or se passer totalement d'eux suppose avoir complètement dépassé la division du travail et se trouver dans le communisme supérieur : c'est ainsi que dénoncer les «corps spécialisés» revient à exiger de la dictature du prolétariat qu'elle ait comme condition de non dégénérescence... la réalisation du communisme ! Seuls des «marxistes» civilisés et occidentaux pouvaient évidemment accoucher d'une telle anémie.

Dans ces conditions le lecteur ne sera pas surpris de trouver sur la couverture de la *Revue internationale* et du n° 15 de RI que «*le rôle de l'organisation de révolutionnaires n'est pas d'organiser la classe ouvrière, ni de «prendre le pouvoir au nom des travailleurs, mais de participer activement à la généralisation des luttes communistes et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière*». Et en effet, s'il n'est pas besoin de dictature autre que morale, il n'est pas non plus besoin

de parti qui soit autre chose qu'un club où de pédants professeurs peuvent échanger leurs tics antimarxistes.

Après la trouvaille d'une violence et d'une dictature qui ne soient pas «d'Etat», RI prétend poser une autre limite à la violence : «*longtemps obnubilés par l'exemple de la révolution française, [les marxistes] donnaient en exemple la violence plébéienne des masses sans-culottes, violence aveugle étrangère à une classe consciente [horreur !]. Ainsi Marx écrivait : «Bien loin de s'opposer aux prétendus excès, aux exemples de vengeance populaire contre des individus hais ou contre des édifices publics auxquels ne se rattachent que des souvenirs odieux, il convient non seulement de tolérer ces exemples mais encore d'en prendre soi-même la direction en main*». (Adresse du Conseil Central de la Ligue, 1850)» (RI n° 15).

Erreur, double erreur, vieux Marx ! La violence ne saurait être une vengeance ! Le prolétariat, qui a la tâche positive d'édifier une société nouvelle, ne saurait s'abaisser à utiliser cette arme négative qu'est la violence que pour «briser l'échine de la bourgeoisie, dès les premiers jours de la révolution, pour éviter de nouveaux massacres de prolétaires» (idem). La violence par humanisme seulement, mais jamais la violence pour intimider, jamais la terreur ! Jamais de violence centralisée ni de violence de masses, évidemment aveugles et inconscientes quand elles ne se laissent pas guider par le lumineux enseignement des professeurs en marxisme occidental ! Sinon on tombe dans l'apologie de la violence, on en fait «l'essence de la révolution», défaut commun à Marx, aux bolchéviks et aux «bordiguistes» ! Une telle accusation a au moins le mérite de balayer la prétention au marxisme affichée par RI et d'affirmer, au moins négativement, la continuité entre les accusés.

C'est le même aveu involontaire que doit faire RI dans une autre grande question de théorie qui est celle de l'appréciation du facteur national. Pour nos grands pourfendeurs de «déviation léniniste», un des critères de la pureté prolétarienne et révolutionnaire, c'est d'être antinational (partout et toujours) ; les luttes entre petites nations comme les luttes d'émancipation nationale ne seraient que des «moments de la lutte à mort entre puissances impérialistes».

Supposons que soient réelles l'omniprésence et l'omnipuissance que nos savants matérialistes prêtent à un capitalisme qui tirerait les ficelles de toute lutte nationale, de toute réaction de couches et de classes intermédiaires ou impures à la barbarie qu'il engendre, de toute lutte entre partis — tous également représentants du capital, de l'extrême droite à l'extrême gauche —, de la lutte syndicale et plus généralement de toute lutte purement économique ou qui n'arrive pas à dépasser le niveau de la catégorie, ou de la nationalité. Dans ce cas la révolution serait impossible car le prolétariat n'aurait l'aide d'aucune force capable d'affaiblir l'ennemi, ne trouverait aucun facteur matériel sur lequel prendre appui pour briser le mur d'un ennemi inébranlable de toutes parts et inexpugnable. Bien entendu, seul le laser théorique du «marxisme occidental» serait capable de percer une telle muraille et le mystère d'une telle révolution.

Il faut quand même dire que RI tempère son affirmation en concédant verbalement que le caractère progressif du facteur national disparaît seulement à l'époque impérialiste, c'est-à-dire à l'époque du capitalisme décadent et de la révolution prolétarienne. Pour eux, en effet, ce tournant historique justifierait tout.

Avant, le prolétariat pouvait aller au parlement (entendez : être parlementariste), demander des réformes et mener une lutte quo-

(suite page 4)

(Suite de la page 1)

laquelle l'armée, rachetée de ses péchés colonialistes au troisième chant du coq lusitanien au petit matin du 25 avril, serait devenue le fer de lance de la libération et de l'indépendance des colonies. En effet, suivant en cela les traces du plus infâme «messaging blanc», le MFA prétend que la présence des troupes portugaises dans les colonies ne signifie plus oppression et servitude (le salazarisme est mort!), mais est au contraire le garant du processus amenant à l'indépendance de celles-ci : l'armée portugaise n'aurait désormais d'autre but que de défendre, d'une façon absolument désintéressée, l'intégrité politique des colonies, en empêchant que les grandes puissances impérialistes ne

Le test de la question coloniale

viennent soumettre ces peuples, jusqu'à ce qu'ils se soient élevés, grâce à l'œuvre civilisatrice des Portugais (évidemment supérieurs à ces noirs incultes et barbares !), à la hauteur de prendre leur destin dans leurs propres mains.

Et du côté du mouvement ouvrier aucune voix ne s'élève, virile et tranchante, pour contrer cette infâme mystification et éduquer le prolétariat dans un esprit résolument antichauvin, anti-impérialiste, bref internationaliste ! Aucun mouvement se revendiquant du marxisme et du prolétariat ne mène d'une façon tant soit peu conséquente la dénonciation ouverte, nette, sans aucune réserve ni hésitation, du rôle actuel de l'armée et de l'Etat portugais dans la question coloniale. Et ne pas dévoiler, passer sous silence le fait que ce rôle n'est pas celui de garantir l'indépendance de ces pays, mais de préserver la domination portugaise sur les masses africaines (sous la forme impérialiste moderne, au lieu du colonialisme «vieille façon», failli sous les coups irrésistibles des rebelles africains), cela revient à se faire complice dans les faits de l'Etat portugais, revient à tomber dans le social-chauvinisme, dans le social-impérialisme.

Que le PS et le PC nagent dans ces eaux fétides, c'est leur attitude de caution sans ambages à la sois-disant «décolonisation» qui le prouve. Le premier a participé directement à celle-ci, étant même, en la personne de son chef, le premier partisan de cette politique ; le deuxième l'a avalisée non seulement par sa participation au même cabinet qui l'a entreprise, mais a inscrit cet aval dans son programme (cf. la partie III de celui-ci, qui porte ce titre suggestif : «Poursuite de la décolonisation») où est consacré le principe — affirmé le premier par... Spinola — de la permanence des troupes portugaises en Afrique tant qu'elles

soient «indispensables à la décolonisation et à la paix».

Même l'«extrême gauche» n'a pas été épargnée par le virus du chauvinisme. Malheureusement nous ne pouvons pas, par manque de place, analyser la position de tous les groupes portugais et nous nous limiterons à voir comment se comportent devant le test de la question coloniale deux courants qui ont une portée internationale : le maoïsme et le trotskysme.

Commençons par le premier. Il est à peine besoin de mentionner le PCP (m-1) qui n'a pas peur de définir «le travail développé par le MFA au Mozambique», à savoir l'application du diktat «néo-colonialiste» de Lisbonne aux rebelles laissés dans l'abandon par les «révolutionnaires» de la métropole, comme «un exemple de solidarité internationaliste d'un pays du Second Monde vis-à-vis d'un pays du Tiers Monde» (*Unidade Popular*, n° 44, du 7-7-75). Drôle de solidarité, qui n'est plus entre prolétaires, mais entre pays dont l'un, par dessus le marché, opprime l'autre ! Comme on voit, le PCP (m-1) n'a pas peur de se faire un héraut de l'impérialisme portugais.

Son cousin, le MRPP, qui est une sorte de maoïsme «sauvage», pourrait-on dire, par rapport à l'autre, «officiel», est beaucoup plus intéressant. Il a réclamé depuis longtemps le retrait immédiat des troupes des colonies et a donné son soutien public à des manifestations contre l'embarquement de soldats et contre la guerre coloniale. Cette attitude courageuse a entraîné vers lui des éléments très combattifs, et lui a valu de s'attirer les foudres de l'Etat dont il a subi les persécutions.

Mais le MRPP gâche cette opposition pratique à la guerre coloniale en la liant à la recherche d'objectifs non seulement faux mais carrément réactionnaires, comme celui de «l'indépendance nation-

le». Or une telle politique dans un pays impérialiste comme le Portugal ne peut conduire à autre chose qu'à prendre parti pour l'Etat portugais dans ses querelles de brigand avec les autres impérialismes, et trahir la lutte d'émancipation prolétarienne.

Sans doute, le MRPP ne va-t-il pas, comme son cousin, jusqu'à défendre «la politique extérieure préconisée par Melo Antunes et le PCP (m-1) [sic !]» (*Seara Vermelha* n° 4, juillet 75), c'est-à-dire la politique d'intégration dans l'Europe «contre les superpuissances». Mais il parle, dans une interview d'un membre de son Comité Central publiée dans une brochure en langue française, d'un groupe d'officiers capables de défendre une politique «indépendante», pourvu qu'ils acceptent «la direction de la classe ouvrière. Sinon ils demeureront ce qu'ils sont : des jouets, des marionnettes [...]». Voir la situation de Melo Antunes, un représentant significatif de ce courant, qui, après le 11 mars, s'est complètement mis à genoux [...], s'est complètement effacé de la vie politique du Portugal avec une place de ministre des affaires étrangères mais sans influence sur le processus politique, [etc.]...» Fixer les yeux des prolétaires sur un groupe d'officiers de carrière qui pourrait les aider, et par dessus le marché, des officiers qui se sont toujours montrés partisans d'un empire colonial modernisé, basé sur un système d'Etats «indépendants» à la tête desquels seraient hissés les partis les plus modérés (pour ne pas dire plus) comme le FLNA, quelle infamie !

Quelle confiance peuvent avoir par exemple les masses coloniales d'Angola dans la sincérité de l'internationalisme proclamé du MRPP quand ce dernier affirme que l'«ennemi principal du prolétariat portugais est», non pas «son» Etat, mais «l'impérialisme (enten-

dez : les «superpuissances», et particulièrement l'URSS) et quand il présente comme une «importante victoire du peuple angolais sur le chemin de l'indépendance» (*Luta Popular* n° 46, du 13-2-75) les accords d'Alvor qui laissent précisément le pouvoir dans les mains de l'armée coloniale portugaise (voir à ce sujet *Le Proletaire* n° 201) !

Ce qui sépare le MRPP du PCP (m-1) n'est donc pas une différence de principe, mais une différence de maturité pour ainsi dire, une plus grande souplesse qui lui permet encore de canaliser des réactions ouvrières pour les porter sur un terrain où le prolétariat ne peut que tomber dans le piège de la collaboration avec son ennemi. Les principes qui guident ce parti doivent le conduire à s'aligner, tôt ou tard, et en dépit de son verbe révolutionnaire, sur le front du soutien ouvert à l'Etat portugais, où il devra nécessairement renoncer aux attitudes qu'il a aujourd'hui lui donnent une auréole de martyr de la lutte contre le MFA. L'histoire n'a jamais présenté de cas qui pourrait contredire notre trop facile prévision.

Ce serait le rôle d'un parti authentiquement marxiste de préparer, par une vigoureuse propagande antichauvine liée aux luttes ouvrières contre la guerre coloniale, les prolétaires à sortir de l'épreuve de ces inévitables renoncements, non pas écorchés et démolis, mais renforcés dans leur lutte d'aujourd'hui et plus prêts à affronter les tâches grandioses de la révolution communiste, résolument anti-impérialiste et internationaliste.

(La suite de cet article sera consacrée à la position de la LCI).

Lisez

PROGRAMME COMMUNISTE

Revue théorique internationale

PRESSE INTERNATIONALE

Voici le sommaire du n° 17 (11 sept. 75) de

il programma comunista

- L'ora sciagurata degli eserciti «progressisti»
- Volete democrazia? Tenetevi Wall Street!
- L'agitazione dei ferrovieri: viva la lotta di classe! Abbasso la collaborazione fra le classi!
- La «lezione di leninismo» è andata a vuoto
- Solidarietà coi proletari in divisa
- Lotta rivoluzionaria, partito di classe e militanza comunista (1)
- Rassegna degli eventi portoghesi (2)
- Il subcontinente indiano in fermento
- Corso dell'imperialismo e crisi (2)
- Il Giappone e i suoi malanni
- Note dal mondo tedesco del lavoro
- Impostazione di classe ai nostri problemi
- Per la vertenza della Lanerossi

Lutte révolutionnaire, parti et militantisme communistes (2)

La Gauche et l'Internationale

Le combat que les bolcheviks ont livré en Russie contre le menchevisme, dont l'opportunisme ne pouvait pas ne pas se refléter — mieux, ne pas éclore — dans les questions d'organisation, l'Internationale Communiste a dû le conduire dans le mouvement ouvrier d'Occident, embourbé dans la démocratie et le fédéralisme, ce qui traduisait le poids autrement plus puissant des classes ennemies qui travaillaient depuis des décennies à corrompre, avilir et finalement détruire la continuité révolutionnaire de l'avant-garde marxiste, en amenant à la faillite la II^e Internationale. La direction bolchevique de la III^e Internationale trouvera la Gauche aussi bien avant qu'après la scission de Livourne et la constitution du PC d'Italie en janvier 1921 alignée organiquement dans ce combat, en grande partie à contre-courant, pour la constitution de solides et efficaces partis communistes, pour dépasser et surmonter les faiblesses résultant d'inerties et traditions désagréables dures à mourir.

Dialectiquement liées dans la fonction du Parti Communiste, la lutte politique, la centralisation et la discipline à tous les niveaux de la vie du parti, la continuité et le « professionnalisme » caractéristique des militants communistes, et la participation à la lutte prolétarienne, constituent les conditions indispensables de l'efficacité de l'action de classe et, comme le rappela le III^e Congrès de l'Internationale, une question de vie ou de mort pour la révolution, face à une bourgeoisie qui, précisément lors des grands tournants historiques, où elle se sent le plus menacée, développe le maximum d'énergie et de capacité contre-révolutionnaires. Surmonter les traditions d'autonomisme, de dilettantisme, bref, les tares caractéristiques des partis opportunistes, constitue une nécessité permanente et impérieuse pour le Parti Communiste. Les pages suivantes, écrites au feu d'une bataille commune et unitaire, parce que menée sur les principes immuables du communisme, donnent une boussole sûre pour orienter notre action tendant à forger le parti capable de conduire le prolétariat à la victoire.

« 8. Le Parti Communiste doit être une école de travail du marxisme révolutionnaire. C'est par le travail quotidien commun dans les organisations du Parti que se resserreraient les liens entre les différents groupements et entre les différents membres.

Dans les Partis communistes légaux il manque encore aujourd'hui la participation régulière de la plupart des membres au travail politique quotidien. C'est leur plus grand défaut et la cause d'une incertitude perpétuelle de leur développement.

9. [...] Mais l'adoption d'un programme communiste n'est qu'une manifestation de la volonté de devenir communiste. S'il ne s'y ajoute point d'actions communistes et si, dans l'organisation du travail politique, la passivité de la masse des membres est maintenue, le Parti n'accomplit pas la moindre partie de ce qu'il a promis au prolétariat par l'acceptation du programme communiste. Car la première condition d'une sérieuse réalisation de ce programme, c'est l'entraînement de tous les membres au travail quotidien permanent.

L'art de l'organisation communis-

te consiste à utiliser tout et tous pour la lutte prolétarienne de classe, à répartir rationnellement parmi tous les membres du Parti le travail politique [...].

10. Tout Parti communiste doit donc, dans ses efforts pour n'avoir que des membres véritablement actifs, exiger de chacun de ceux qui figurent dans ses rangs qu'il mette à la disposition de son parti sa force et son temps dans la mesure où il peut en disposer dans les circonstances données et de consacrer toujours au parti le meilleur de soi. Pour être membre du Parti communiste il faut d'une façon générale, avec la conviction communiste, cela va sans dire, accomplir aussi les formalités de l'inscription tout d'abord éventuellement comme candidat, ensuite comme membre. Il faut payer régulièrement les cotisations établies, l'abonnement au journal du Parti, etc. Mais le plus important, c'est la participation de chaque membre au travail politique quotidien.

11. Tout membre du Parti doit d'une façon générale, en vue du travail politique quotidien, être incorporé dans un petit groupe de tra-

vail : dans un comité, une commission, un bureau, un collège, une fraction ou un noyau. Ce n'est que de cette manière que le travail politique peut être réparti, dirigé et accompli régulièrement. Il va sans dire qu'il faut aussi prendre part aux réunions générales des membres d'organisations locales. Il est mauvais, dans des conditions légales de chercher à remplacer ces réunions périodiques par des représentations locales ; il faut au contraire que tous les membres soient obligés d'assister régulièrement à ces réunions. Mais cela n'est point du tout suffisant. La seule préparation régulière de ces réunions suppose un travail fait dans de petits groupes ou par les camarades spécialement chargés, de même que la préparation de l'utilisation efficace des réunions générales des ouvriers, manifestations et actions de masse du prolétariat » (Thèses sur la structure, les méthodes et l'action des partis communistes, III^e Congrès de l'Internationale Communiste, 1921).

★

« [...] Il ne faut pas perdre de vue le fait que le parti ne naît pas comme une grande amitié mais qu'il le devient au travers d'une dure lutte externe, et si nécessaire, interne, au travers d'une sélection rigoureuse et, si nécessaire, impitoyable des meilleurs éléments de la classe ouvrière, des éléments dévoués sans réserve à la cause révolutionnaire. En d'autres termes : avant que le parti ne devienne une grande amitié, il doit passer par la grande sélection ! » (discours de Trotsky au 4^e Congrès de l'Internationale Communiste, Protokoll).

★

« Nous disons même que la constitution d'un véritable parti communiste ne peut se faire sans une loi de fer contraignant, dès le début, les dirigeants et la base à une appréciation sévère et profonde de la nécessité de la discipline, qui est indispensable pour qu'un parti révolutionnaire puisse affronter avec la certitude de la victoire la bataille qu'il est appelé à livrer. Communisme et discipline veulent dire, au sens large, la même chose.

Nous jouons volontiers sur le mot discipline. Les chefs l'invoquent quand ils doivent se faire obéir, et l'oublient quand il faut obéir. Quant à la base, elle se moque facilement, parce qu'entre autres

choses, elle est assurée de son impunité. [...] Nous qui vivons dans notre parti et qui avons conscience de notre devenir, des tâches qui nous attendent, des énormes responsabilités qui pèsent sur nous, nous nous apercevons, avec colère et douleur, que notre discipline, la discipline du Parti Socialiste, est un bluff auquel ne peuvent croire que les groupes adverses de la classe décadente.

[...] La constitution du Parti communiste italien, qui doit se faire de toute façon, exige l'établissement de nouveaux statuts du parti, qui s'inspirent des critères de la centralisation maximum et de la suppression de ces formes démocratiques qui nous gênent alors qu'il s'agit d'accélérer et de faciliter le lourd travail de la préparation révolutionnaire. La fraction communiste présentera au prochain congrès, à Florence, un projet de statuts. Ceux-ci seront caractérisés par la centralisation la plus stricte et prévoient de larges pouvoirs pour le C.E. de la direction du Parti, par l'introduction de la période de candidature pour les nouveaux adhérents et des révisions périodiques (la première de ces révisions devant être faite immédiatement après le congrès). Le devoir d'observer ces statuts poussera de nombreux opportunistes hors du nouveau parti et entraînera une épuration spontanée dans les rangs communistes. Ainsi nous nous libérerons du poids mort qui dans un premier temps gravitera de notre côté.

Il faut supprimer la tendance individualiste, personaliste, qui vit et se développe aujourd'hui parmi nous [...].

Les communistes veulent exécuter des ordres ». (Discipline, article paru dans *Il Comunista*, 14-XI-1920).

★

« Notre parti est un petit parti. Ceux qui étaient dans un premier temps incertains sur notre activité et nos aptitudes n'ont pas cru tous devoir passer dans nos rangs et sont restés en dehors de notre parti et du Parti Socialiste. Cela a été un bien. Il en est d'autres que nous éloignerons à l'occasion de la première révision, pour laquelle nous fixerons des règles dans quelques jours.

Les bons et fidèles camarades seront encouragés par notre sé-

rieux. Il est bien difficile de trouver un parti qui — au moment même où il s'organise — procède à des amputations et à des révisions. Seuls les communistes peuvent accomplir des actes de ce genre sur leur propre organisme : ils n'ont aucune aspiration éphémère ils ont horreur des adhésions sans nombre, ils ont besoin de passer au crible, attentivement, les QUALITES de ceux qui ont l'intention de s'inscrire dans les rangs révolutionnaires. La vague de réaction qui a surpris notre Parti à sa naissance a été, à certains égards, salutaire. Elle a servi d'entraînement aux individus et aux organes, grands et petits, de commandement. Il y a eu quelques défections individuelles, quelques feuilles mortes se sont détachées et ont voltigé avant de se perdre. Nous n'avons rien à cacher. Nous disons crûment la vérité à propos des défauts que nous rencontrons sur notre organisme, qui ne peut pas être parfait [...]. Nous ne promettons pas ce qu'il est difficile de tenir. Nous habituons les camarades au sacrifice [...]. Nous voulons que les comités provinciaux et les comités de section commencent à sentir le poids de leurs responsabilités [...]. Le parti est mobilisé et nous ne pouvons permettre ni retards ni trêves [...]. Comme notre parti ne se recrute pas par la coercition, celui qui ne se sent pas capable de faire tout ce que le parti veut que l'on fasse peut s'éloigner de nous librement et sur-le-champ. Mais ceux qui acceptent d'y rester signent, en entrant dans le Parti Communiste, une déclaration de renoncement à beaucoup de libertés [...].

Mais puisque les choses pressent et que nous devons hâter notre préparation, il n'est pas admissible que les communistes italiens perdent une seule minute dans le travail de consolidation de leurs propres rangs. Nous voulons être sûrs que personne ne failira à son devoir quand le parti exigera sacrifices et renoncements [...]. Que les camarades, et surtout les chefs, méditent sur les énormes responsabilités qu'ils assument à l'heure qu'il est, et dont ils ne peuvent ni ne doivent se décharger. Nous sommes en guerre, et pour nous aussi, et pour nos militants, il y a un code de guerre ». (Notre parti, article paru dans *Il Comunista*, 7-IV-1921).

La Gauche aujourd'hui

Les extraits suivants des Thèses de la Gauche d'après la deuxième guerre mondiale, lorsque la courbe de la contre-révolution touchait le point le plus bas de sa trajectoire, nous rappellent que les principes établis et défendus dans les textes cités de Marx et Engels, Lénine, l'Internationale et la Gauche, ne dépendent pas des situations, mais sont impérieux pour le mouvement communiste au-delà des hauts et des bas de la lutte des classes. Ces extraits sont un appel au renforcement du travail pour combler — sur le droit chemin de la continuité historique — l'énorme décalage qui sépare les masses prolétariennes de leur parti de classe, et pour préparer le parti et les masses aux exigences chaque fois plus pressantes imposées à la lutte de la classe ouvrière par le cours tourmenté du capitalisme et par l'exacerbation des antagonismes de classe à l'échelle internationale (*).

« 4. Aujourd'hui bien que nous soyons au cœur de la dépression et que les possibilités d'action s'en trouvent considérablement réduites, le parti, suivant en cela la tradition révolutionnaire, n'entend pas interrompre la continuité historique de la préparation d'une future reprise généralisée du mouvement de classe, qui fera siens tous les résultats des expériences passées. La réduction de l'activité pratique n'entraîne pas le renoncement aux postulats révolutionnaires. Le parti reconnaît que la réduction de son activité est plus marquée quantitativement dans certains secteurs, mais l'ensemble des aspects de cette activité ne change pas pour autant, et le parti n'y renonce pas expressément.

[...] 6. Le parti accomplit aujourd'hui un travail d'enregistrement scientifique des phénomènes sociaux, afin de confirmer les thèses fondamentales du marxisme. Il analyse, confronte et commente les faits récents et contemporains. Il répudie l'élaboration doctrinale qui tend

à fonder de nouvelles théories ou à démontrer l'insuffisance du marxisme pour expliquer les phénomènes. Tout ce travail de démolition de l'opportunisme et du déviationnisme (Lénine, *Que Faire ?*) est aujourd'hui à la base de l'activité du parti, qui suit en cela aussi la tradition et les expériences du mouvement communiste pendant les périodes de reflux de la révolution et de prolifération de théories opportunistes, que Marx, Engels, Lénine et la Gauche italienne ne cessèrent de combattre violemment et impitoyablement.

[...] 8. Malgré le nombre restreint de ses adhérents, déterminé par les conditions nettement contre-révolutionnaires, le parti n'interrompt pas

(suite page 4)

(*) Ces thèses ont été publiées dans *Défense de la continuité du programme communiste*, éd. Programme Communiste.

Lutte décidée pour la défense des chômeurs !

L'ampleur actuelle du chômage pousse tous ceux qui ont intérêt à la paix sociale à agiter des solutions-miracles. Mais la crise ne fait qu'accroître un phénomène permanent du mode de production capitaliste, une condition nécessaire de son fonctionnement : la production d'une surpopulation relative d'ouvriers. Aussi tronquées soient-elles, les statistiques bourgeoises l'illustrent : « malgré un rythme d'expansion très soutenu de 68 à 74 (moyenne de 6% par an), le chômage a augmenté en France entre ces deux années de référence, de 24% » (Le Monde, 4-9-75). Les économistes bourgeois sont forcés de noter la tendance du chômage « structurel » à se gonfler, et d'avouer que « même si l'économie avançait à toute vapeur » (par exemple avec un taux de croissance de 8% par an — ce qui est loin du taux d'un pays capitaliste avancé —), elle ne pourrait plus aujourd'hui assurer ce qu'il était convenu d'appeler il y a quelques années le plein emploi » (id.), et que dans les années à venir le chômage ne pourra pas descendre en dessous d'un seuil de 4% de la population active (et ce n'est là qu'un taux officiel !) au lieu du seuil de 2% de la période précédente de plein emploi ». Ce qui confirme notre analyse que la prochaine reprise s'accompagnera de contradictions internes du capitalisme plus aiguës avec l'exigence pour la bourgeoisie de renforcer son Etat.

Toutes les solutions qu'avancent bourgeoisie et opportunisme ont un facteur commun : lier le sort des prolétaires à celui de l'économie capitaliste. Sacrifiez-vous, esclaves prolétaires, pour la survie du mode de production capitaliste ! Mais que l'économie aille bien ou mal, le capitalisme ne garantit aux ouvriers que l'insécurité du lendemain pour les uns, la misère noire pour les autres (l'esclave, lui, au moins, avait à manger !). Combien criminel est l'opportunisme, qui accredit l'illusion du remède-croissance, c'est-à-dire du « retrouvez vos manches » qui a déjà fait merveille... pour augmenter les souffrances de la misère pour les prolétaires et reposer l'antagonisme bourgeoisie-prolétariat à un niveau encore plus élevé, assorti du remède-contrôle de l'immigration équivalent à la déportation des prolétaires excédentaires, et du

remède-formation permanente pour masquer le chômage des jeunes. Non seulement ces chefs corrompus du mouvement ouvrier abandonnent purement et simplement les chômeurs (voir aussi le vide du Programme Commun) mais surtout ils opposent les différentes catégories ouvrières — chômeurs et non chômeurs, « nationaux » et étranger, jeunes et vieux —, opposition qui signifie la soumission totale du prolétariat en tant que classe aux intérêts du capital. « En Italie, un million d'enfants au-dessous de 15 ans seraient employés clandestinement de 6 à 10 heures par jour pour 100 à 200 F par mois » (Le Monde, 4-9-75), voilà comment l'absence d'organisation de défense efficace de la force de travail contre les effets de la concurrence fait le jeu de la bourgeoisie.

A la force de la bourgeoisie concentrée dans son appareil d'Etat et à son front uni avec l'opportunisme corrompu, la riposte du prolétariat combatif doit se placer sur le terrain de la solidarité de classe. Pour que se soudent les rangs prolétaires et pour la défense des chômeurs, il faut revendiquer :

- salaire intégral aux ouvriers licenciés, à la charge du patron et de l'Etat,
- salaire intégral en cas de réductions d'horaires,
- salaire égal au salaire minimum en vigueur pour tous les travailleurs à la recherche d'un emploi (jeunes, femmes voulant retravailler après avoir élevé leurs enfants, travailleurs immigrés),
- non aux licenciements : loin de réclamer une illusoire « garantie de l'emploi », ce mot d'ordre est un appel à la solidarité active et organisée des non-chômeurs envers les chômeurs dans chaque épisode de la lutte de classe. Ceci nécessite la lutte contre les chefs réformistes pour obtenir le droit des chômeurs à rester inscrits au syndicat et à participer à l'action syndicale, aux assemblées et aux grèves.

Il n'y a pas d'autre voie pour parer les conséquences les plus désastreuses du chômage et en même temps reconstituer la force de classe qui pourra en finir avec le capitalisme et tous ses maux.

Les armées « progressistes »

(suite de la page 1)

seulement de son anti-chambre ; seul ce daltonisme peut les faire ranger en bon ordre derrière la fanfare quitte à s'apercevoir, mais toujours trop tard, que celle-ci ne faisait que de jouer la marche funèbre du « mouvement de masse ».

Est-ce à dire pour les marxistes que l'armée est, en bloc et en toutes circonstances, quelque chose d'« indifférent » ? Certainement pas, mais à condition de comprendre dans quel sens et dans quelles limites le « problème de l'armée » est un problème (et, à certains moments, un problème crucial) de la stratégie révolutionnaire.

« L'armée, écrit Trotsky, représente en général une image de la société qu'elle sert, se distinguant en ceci qu'elle donne aux rapports sociaux un caractère concentré, poussant jusqu'à l'extrême leurs traits positifs et négatifs » (1). C'est dans ce double éclairage dialectiquement contradictoire que le marxisme voit l'armée : d'une part il dénonce sa fonction historique, qui ne peut être que de servir la classe au pouvoir ; d'autre part, il reconnaît sa composition organique, où se reflètent et se répercutent — précisément sous une forme concentrée — les antagonismes inhérents à la société de classe dont elle est appelée à être le rempart. Bloc unique hiérarchiquement organisé pour la défense de l'ordre établi (ou du processus de constitution de cet ordre), et dont les fusils sont donc pointés contre les masses prolétariennes et semi-prolétariennes, l'armée doit selon le marxisme être brisée en autant de morceaux qu'elle a de composantes sociales, et le lien fonctionnellement conformiste qui la soude et qui fait de sa composante prolétarienne le garde-chiourme et le fil de

sa propre classe doit être détruit. Telle est l'unique façon pour le marxisme de concevoir la « conquête de l'armée », qui n'est autre chose que sa désagrégation.

Ce n'est donc pas l'« armée » qui intéresse les révolutionnaires marxistes, mais les prolétaires qui portent malgré eux l'uniforme et qui, dans telle ou telle situation sociale, agissent ou peuvent agir alternativement contre leurs frères en civil ou contre la machine lancée contre leurs frères. L'« armée » comme entité est une terrible réalité du point de vue bourgeois et une abstraction fatale du point de vue antibourgeois. Que ce soit dans une faible mesure à Paris en 1871 ou à un très haut degré à Pétersbourg en 1917, cette abstraction et cette réalité ont volé toutes deux en éclats ; ni la Commune ni à plus forte raison Octobre n'ont vu l'« armée », généraux, amiraux et colonels en tête, « faire la révolution ». Cela n'existe pas. Mais inversement, il n'y a pas de révolution sans que soldats et marins désertent l'armée et la marine, désorganisant ainsi leurs rangs, et se rangent aux côtés de l'anti-Etat et de l'anti-armée — aux côtés de la classe révolutionnaire — en retournant leurs fusils et leurs canons contre la bourgeoisie, en même temps que quelques rares fils de la bourgeoisie désertent leur classe pour participer comme transfuges à la lutte de la classe exploitée.

Exactement comme le peuple dont elle reflète la composition sociale hétérogène, l'armée est une catégorie (mais une catégorie armée !) de l'arsenal idéologique bourgeois. Dans le Paris de 1848, elle plantait avec le peuple des « arbres de la liberté » ; à Lisbonne en 1974 elle distribuait des « œillets ». C'était la

fête de la « fraternité », de l'union entre les classes, de la concorde nationale, autant d'ingrédients indispensables d'une révolution — ou d'un supplément de révolution — bourgeoise. C'est bien pour cela qu'il s'agissait d'une mystification fatale — le prélude du juin maudit de 1848. Ceux qui sous couleur d'extrémisme révolutionnaire se laissent ou se sont laissés bercer par cette illusion, préparant ou ont préparé, peu importe que ce soit consciemment ou non, la plus atroce des défaites : celle qui se traduit par la démoralisation précédant le massacre physique des masses prolétariennes.

Ce n'est pas d'impuissance à détruire l'armée en la désagréant (autre aspect, dans un contexte historique différent, du défaitisme révolutionnaire) qu'il faut les accuser : il s'agit aussi d'une question de rapport des forces. Ce qui est en cause c'est leur incapacité à comprendre que la révolution commence et ne peut commencer qu'à partir de là, et qu'on ne peut la conduire à terme qu'à condition de se préparer dès le début — et de préparer les prolétaires — à briser l'illusoire unité entre « armée » et masses travailleuses, pour construire sur ses débris la seule unité dont la révolution ait besoin pour briser toute résistance : l'unité entre prolétaires en civil et prolétaires sous l'uniforme, contre le front bourgeois retranché dans sa forteresse, l'Etat de classe.

Sans cela le parfum des œillets ne pourra donner, tôt ou tard, que la mauvaise odeur d'un Soares ou la puanteur d'un Pinochet — mêlées toutes deux à l'encens ecclésiastique.

(1) Histoire de la Révolution russe, I, Chapitre « L'armée et la guerre ».

La cohérence d'Edmond Maire

Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., vient de tenir à Lille son meeting de « rentrée sociale » devant 2000 « militants », quelques dizaines de journalistes et les caméras de la télévision.

« Il faut frapper fort et vite », « Il faut absolument que nous arrivions à une lutte qui soit le fait de la majorité des ouvriers, mais aussi des employés, des techniciens et des cadres, une lutte qui unisse les immigrés, femmes, hommes, jeunes, les différentes branches et régions, non pas par une revendication unique (nous ne croyons pas à la recette magique), mais par une politique cohérente ».

Somme toute, la C.F.D.T. demande à toutes les catégories de salariés de s'unir non pas pour la lutte revendicative, mais dans une grande fraternité (chrétienne ?) pour la politique cohérente (?) de l'autogestion. Pour cela il faut bien sûr tenir compte des « différentes situations », surtout de celles des cadres et ingénieurs qui eux aussi « contestent la hiérarchie sociale ».

Autre point du discours de Maire : la retraite à 60 ans, que la C.F.D.T. propose de concert avec la C.G.T. pour les vieux travailleurs « usés par le labeur et renvoyés par le patronat dans leur foyer » ce qui permettrait, oh miracle ! de créer 200 à 300.000 emplois. « Place aux jeunes ! ou, si l'on veut, place à la productivité ! »

Voilà comment les « grandes confédérations syndicales » prétendent unir la classe ouvrière autour d'une politique cohérente de collaboration des classes.

(Toutes les citations ont été prises lors de la réunion.)

« marxisme occidental »

(suite de la page 2)

tidienne de défense (entendez : être réformiste), se donner des syndicats (entendez : s'organiser pour le capital), lutter pour la nation et défendre la patrie (entendez : être patriote et chauvin) ; bref toutes les débauches aujourd'hui dénoncées étaient alors permises comme une sorte de péché de jeunesse, parce que le capitalisme n'était pas mûr et que le prolétariat devait, selon la formule significative de Jan Appel, « s'installer au sein de l'ordre capitaliste » !

Aujourd'hui, que l'heure de la révolution a sonné, qu'elle est devenue aussi inévitable qu'elle était impossible la veille, il faut en finir avec toutes ces manies d'une autre époque : une seule chose à faire, la révolution, rien que la révolution. Et tout le reste est contre-révolutionnaire (*) ! Le prolétariat, en devenant le facteur principal et déterminant de l'évolution historique, élimine, par l'acidité d'une mission historique pure, tous les autres facteurs ! Et même dans l'ancestrale Ethiopie, souffrant des douleurs d'un capitalisme naissant, la tâche immédiate est de « libérer les forces productives de leur carcan national » (RI n° 14), comme si le carcan qui l'enserme n'était pas une conjugaison du facteur impérialiste et des facteurs pré-national et pré-capitalistes ! Comme si le soleil théorique du communisme à venir avait pu faire mûrir les rapports sociaux au point de permettre au prolétariat, en tout temps et en tout lieu, de faire la même récolte sociale !

Bien sûr, les positions typiquement « occidentales » de l'antinationnalisme, de l'anti-syndicalisme et de l'abstentionnisme de principe n'ont rien à voir avec les sains principes de la juste tactique marxiste, même lorsque cette dernière se détermine contre la défense de la patrie, contre le réformisme des directions syndicales et éventuellement dans certains cas contre certains syndicats, ou pour l'abstentionnisme aux élections dans les pays impérialistes et de vieille démocratie. Les principes du marxisme ne changent pas avec les périodes historiques ni les aires géographiques, même si les solutions tactiques peuvent être différentes. C'est justement cette altération des principes que le marxisme a toujours dénoncée comme de l'éclectisme et de l'opportunisme.

En réalité, si l'on regarde au delà de justifications théoriques, comment RI va faire un tour dans les époques obscures de l'avant-impérialisme (où toute débauche était permise), on fait des découvertes édifiantes. En voici un exemple :

« Chez Marx-Engels, il y a contradiction entre la vision du communisme comme socialisation universelle des forces productives et

les illusions étatistes et nationales qu'on peut trouver dans certains écrits [...] Ils ont fait la critique de la nation, mais la nation reste un cadre progressif » (RI n° 8). Ainsi, tout comme Marx le reprochait à Proudhon, RI nie le facteur national en général et au nom du communisme, un peu comme si l'adolescent devait combattre la jeunesse sous le prétexte que l'adulte qu'il aspire à devenir suppose qu'il ne soit plus jeune ! Chef d'œuvre de dialectique !

N'est-ce pas la reconnaissance que le père de nos « déviations » est bien Marx ? Il ne reste plus à nos censeurs qu'à reconnaître ouvertement que c'est au nom de Proudhon qu'ils nous combattent !

(*) Que l'on affirme que « les luttes revendicatives sont toujours potentiellement révolutionnaires », ou que l'on tente d'exprimer l'expérience historique et quotidienne de leur échec » (RI n° 9), une chose est certaine pour nos dialecticiens, qui n'avancent pas une seule revendication dans aucune revue ou aucun tract (rendez-vous compte que revendiquer par exemple la semaine de 35 heures reviendrait à enfermer la classe ouvrière dans la lutte pour un objectif partiel !) : la lutte doit être générale ou elle doit être condamnée. « Il vaut mieux une lutte, même pour 10 centimes menée par l'ensemble des ouvriers d'une usine, qu'une grève où la moitié des travailleurs restent dans l'atelier pendant que les autres sont en grève, [...] dans la première on trouve, ne fut-ce que de façon embryonnaire, la tendance vers l'unité de la classe » (RI n° 6). On ne voit pas que si on attend que tous les ouvriers soient pour la grève, on la rend impossible. Et n'est-ce d'ailleurs pas un mot d'ordre des bonzes réformistes, tant vilipendés par RI ? Il est significatif que RI (n° 6) ait, tout comme l'opportunisme chauvin et impérialiste, condamné la grève des ouvriers immigrés à Marseille fin 73, sous prétexte qu'elle divisait les ouvriers. Ultra-gauches en paroles, ultra-conservateurs en fait !

LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à :

B.P. 85
Moncholsy
LAUSANNE 19

directeur - gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les NMPP

Lutte révolutionnaire

(Suite de page 3)

son activité de prosélytisme et de propagande de ses principes, dans toutes ses formes, orales et écrites, même si ses réunions ne rassemblent que peu de monde et si la presse n'a qu'une diffusion limitée. Le parti considère sa presse comme sa principale activité dans la phase actuelle, car elle est un des moyens les plus efficaces autorisés par la situation réelle pour indiquer aux masses la ligne politique à suivre et pour diffuser de façon organique et plus large les principes du mouvement révolutionnaire.

9. Ce sont les événements, et non la volonté ou la décision des hommes, qui déterminent donc aussi la pénétration du parti dans les grandes masses, en la limitant à une petite partie de son activité générale. Le parti ne perd cependant aucune occasion de pénétrer dans chaque brèche, dans chaque fissure, sachant bien qu'il n'y aura de reprise que lorsque ce secteur de son activité se sera largement développé et sera devenu dominant » (Thèses caractéristiques du parti, 1951).

★

« Le parti reconnu très vite que, même dans une situation extrêmement défavorable et même dans les pays où elle l'est le plus, il faut éviter l'erreur de considérer le mouvement comme une pure activité de propagande écrite et de prosélytisme politique. Partout, toujours et sans exceptions, la vie du parti doit s'intégrer dans un effort incessant pour s'insérer dans la vie des masses, même lorsque ses manifestations sont influencées par des directives opposées aux nôtres [...]. Il est important de préciser que, même là où ce travail n'est pas encore développé de façon sensible, on doit repousser la conception qui voudrait réduire notre petit parti à des cercles fermés sans lien avec l'extérieur, ou se contentant de chercher des adhésions dans

le seul monde des opinions, qui, aux yeux des marxistes, est un monde faux tant qu'on ne le traite pas comme une superstructure du monde des conflits économiques. Il serait tout aussi faux de vouloir subdiviser le parti ou ses sections locales en compartiments étanches se consacrant exclusivement, selon les cas, à la théorie, à l'étude, à la recherche historique, à la propagande, au prosélytisme ou à l'activité syndicale : dans l'esprit de notre théorie et de notre histoire ces domaines sont absolument inséparables et en principe accessibles à tous les militants, quels qu'ils soient » (Thèses de Naples, 1965).

★

« 2. [...] Tout en reconnaissant que l'influence du parti est limitée, nous devons sentir que nous préparons le véritable parti, à la fois sain et efficace, pour l'époque historique où les infamies de la société contemporaine pousseront à nouveau les masses insurgées à l'avant-garde de l'histoire, et que leur élan pourrait une fois de plus échouer s'il manquait le parti, non pas pléthorique mais compact et puissant, qui est l'organe indispensable de la révolution.

8. Pour que l'action du parti soit véritablement organique et pour qu'il puisse avoir une fonction collective qui dépasse et élimine tout personnelisme et tout individualisme, le parti doit répartir ses membres entre les diverses fonctions et activités qui constituent sa vie. La succession des camarades à ces tâches est un fait naturel qui ne peut obéir à des règles semblables à celles des carrières des bureaucraties bourgeoises. Dans le parti il n'y a pas de concours pour se disputer des positions plus ou moins brillantes ou plus ou moins en vue : nous devons tendre organiquement à cette répartition des tâches qui n'est pas une imitation de la division bourgeoise du travail, mais une adaptation naturelle à sa fonction de cet organe complexe et structuré qu'est le parti » (Thèses de Milan, 1966).

presse internationale

Voici le sommaire du n° 18 de

EL PROGRAMA COMUNISTA

- Una vez más sobre crisis y revolución
- Portugal: de la revolución floreada a la austeridad
- Cuestiones de doctrina y de táctica revolucionarias :
 - Introducción
 - Partido abierto y partido cerrado
 - El frente único
- En la continuidad del hilo histórico: Acerca de las relaciones del partido comunista con los otros partidos y corrientes políticas.

permanences du parti

- A Lille : le dimanche de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.
- A Marseille : les samedis 11 et 25 octobre de 14 h 30 à 17 h 30, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).
- A Mulhouse : le premier vendredi de chaque mois, de 20 h à 21 h, Klapperstei 68, 4, rue Gutenberg.
- A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12^e) Le samedi, de 20 h à 22 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h. - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche.
- A Strasbourg : le mercredi de 18 h à 20 h, le samedi de 14 h à 17 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).
- A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

Lecteurs, sympathisants, prenez contact avec nos militants, venez aux permanences du parti !